



Oxfam

OXFAM GB, PROGRAMME SENEGALAIS

RAPPORT FINAL DU PROJET DE SECOURS AUX SINISTRES
DU NORD DU SENEGAL

ACRONYMES

ADENA.....Association pour le Développement de Namarel
FAFD..... Fédération des Associations du Fouta pour le Développement
FDL.....Fédération du Lao
Diery.....Hautes terres, pas inondables
Walo..... Basses terres (plaines), inondables

SOMMAIRE

Résumé Exécutif.....	4
Introduction	
• Nature du projet.....	6
• Contexte géographique.....	7
• Recrutement et mise en œuvre.....	8
Première rencontre avec les partenaires et formation envisagée	
• Rencontre avec les partenaires.....	9
• Ateliers.....	10
Sensibilisation de la Communauté, Préparation de la logistique et distribution	
• Sensibilisation de la Communauté.....	13
• Préparation de la Logistique.....	14
• Distribution de riz.....	15
• Suivi et Evaluation.....	16
• Distribution de fourrage.....	19
• Activités vétérinaires.....	21
• Apport en carburant pour les Comités de Forage.....	23
Leçons Dégagées.....	25

RESUME EXECUTIF

1. HISTORIQUE

En janvier 2002, des pluies d'une magnitude inhabituelle, accompagnées de fortes chutes de température, ont engendré des pertes d'une ampleur considérable dans la région de Saint Louis, située dans le nord du Sénégal, en décimant le bétail et en emportant les récoltes.

Ce sinistre a fait des dégâts considérables, d'autant plus que l'élevage constitue l'épine dorsale de l'économie dans cette région.

Le programme sénégalais d'Oxfam GB, a immédiatement relevé le défi humanitaire en procédant à une rapide appréciation de la situation en s'appuyant essentiellement sur les partenaires locaux basés dans le nord. Ceci fut à la base d'une proposition, dont le financement a débouché sur l'adoption d'un plan de secours aux sinistrés ; ceci en constitue le rapport final.

Le projet a été divisé en quatre phases ; à savoir la distribution de riz, la distribution de fourrage, les soins vétérinaires et la distribution de carburant.

2. Activités Principales

(i) Distribution de riz

La distribution de riz a été la phase la plus importante de ce projet. Au total 708MT de riz ont été distribués à 48 057 personnes.

Principales Remarques issues du suivi et évaluation

- La distribution s'est avérée performante à 94,5% (Etude de Suivi du Panier Alimentaire) ;
- 82% du riz distribué a été consommé dans les ménages ciblés, et 16% de ce même riz a été offert par ces mêmes ménages bénéficiaires, à des parents ou amis nécessiteux par obligations sociales, alors que seuls 2% de ce même riz ont été vendu pour résoudre d'autres besoins pressants de certains ménages ;
- Dans l'ensemble, les bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction dans le processus de distribution.

(ii) Distribution de fourrage

Au total 287MT de fourrage ont été repartis entre 2 987 ménages. Il a été admis à l'unanimité que cela est de loin en deçà de la demande, puisqu'il y avait beaucoup plus de troupeaux à prendre en charge, encore que la quantité de fourrage servie a été très insuffisante. Les raisons sont données dans le texte principal.

(iii) Activités vétérinaires

Le budget entier consacré à cette activité était insuffisant, et la principale activité vétérinaire était la vaccination des petits ruminants contre les parasites externes et internes qui les affectent durant la période de transition au début de la saison des pluies, au mois de juillet. Le bétail n'a reçu qu'une petite quantité de complément en vitamines, qui ne ciblait que les plus nécessiteux. Au total, 128 142 têtes, parmi le petit ruminants et 9 176 bovins furent ont pu bénéficier du programme.

(iv) Distribution de Carburant aux Forages

Au total 143 938 litres de gasoil furent repartis entre 75 forages. Cela signifie que chaque forage a reçu 1 919 litres de gasoil. La distribution s'est faite selon un systèmes de bons/tickets qui permettaient à chaque comité de forage de se faire livrer du carburant à la station Total/Elf la plus proche.

1. INTRODUCTION

Entre le 9 et le 11 janvier 2002, de fortes pluies hors saisons, accompagnées d'un effroyable baisse de température, ont occasionné des pertes d'une ampleur considérable en bétail et en récolte dans la région de Saint Louis, située dans le nord du Sénégal. Ceci a causé d'important dégâts, sachant que l'élevage constitue la richesse fondamentale des populations de cette région. Par exemple, dans le département de Podor où il y a eu le plus de dégâts, au total 16% des caprins ont été décimés, 21% des bovins ont été perdus alors que 80% des ovins ont périés dans la brève vague de froid. En considérant que les ovins constituent le bétail le plus facile à élever, et de ce fait, la principale richesse des familles les plus pauvres, cet événement a laissé beaucoup de familles dans une situation assez précaire. La mort collective de ces animaux a également sérieusement menacés la santé du bétail ayant survécu.

En plus d'avoir emporté les meules de récoltes de riz qui n'attendaient que d'être transportées, les inondations ont également causé des dommages considérables dans les champs de riz que l'on s'apprêtait à récolter, Selon les estimations, environ deux tiers du riz ont été perdus.

En plus des dommages économiques déjà mentionnés, des dommages considérables ont été enregistrés en ce qui concerne les habitations provisoires des populations rurales touchées.

Agissant pour la poursuite des principes fondamentaux de l'action humanitaire sur lesquels se fonde le programme de développement et d'urgence d'Oxfam, le Programme Sénégalais Oxfam GB, en collaboration avec des partenaires locaux basés dans le Nord, a relevé le défi. Pour l'essentiel, les partenaires ont fait une rapide appréciation de la situation sur la base d'une proposition, dont le financement a rendu possible l'opération de secours aux sinistrés.

Le projet comprenait quatre phases ; à savoir la distribution de riz, la distribution de fourrage, les soins vétérinaires et la distribution de carburant. Il faudra cependant noter que le gouvernement du Sénégal a conclu un marché avec Oxfam, dans lequel il devait fournir le fourrage et Oxfam allait augmenter le nombre de forages devant bénéficier de l'appoint en carburant. Au total 75 forages dont 13 seulement se trouvaient dans la zone ciblée par le projet furent ravitaillés.

(i) La Nature du Projet

Malgré le fait que cette situation pouvait être catégorisée comme un début de sinistre trop brusque, en matière d'urgence elle était assez stationnaire. En fait le sinistre s'est produit entre le 9 et le 11 janvier, alors qu'Oxfam est entré en possession des fonds nécessaires et a mis l'équipe du projet en place en mi-mars. La première distribution a eu lieu le 1^{er} mai. Cette situation est une sorte d'urgence stationnaire, là où les taux de mortalité ne sont pas différents de la

normale, et aucun décès n'était lié de façon directe à l'urgence. C'est une situation dans laquelle le rôle économique de l'aide alimentaire est presque exceptionnel, dans la mesure où, la nourriture gratuite devient une ressource de revenu, et fait économiser d'autres revenus qui auraient été par ailleurs dépensés pour la nourriture, devenant ainsi une sorte de soutien à l'économie ou un gagne-pain.

La proposition du projet résume bien la situation comme suit : «En moyenne une famille de dix personnes a besoin d'environ cent moutons pour vivre confortablement ; les familles ordinaires vendaient leurs animaux au marché hebdomadaire pour subvenir à leurs besoins. La situation actuelle semble indiquer une baisse imminente des revenus des éleveurs et une menace généralisée de leurs moyens d'existence.»

Ainsi, le riz fut choisi comme la seule denrée alimentaire à distribuer. Cela pouvait se justifier du point de vue économique et nutritionnelle, en partant du principe que le riz constitue l'aliment de base de la communauté sinistrée, et de ce fait, permet d'obtenir la valeur (du transfert) économique et nutritionnelle (pour la consommation des ménages) nécessaires.

(ii) Contexte Géographique

Le bassin du fleuve Sénégal peut être divisé en trois parties : le Delta, la Moyenne vallée et la Haute vallée. La Moyenne vallée est sous l'administration de la région de Matam et du département de Podor et s'étend du département de Dagana au village de Dembacany (département de Bakel).

Le département de Podor est limité au nord par la Mauritanie, au sud par le département de Linguère, à l'est par la région de Matam et à l'ouest par le département de Dagana.

Au début des années 70, la majorité des populations vivaient de la culture de mil et de niébe pendant et après la saison des pluies. Il faudra cependant souligner que la récolte des céréales n'a pas traditionnellement été l'activité économique la plus importante pour les ménages, puisque l'élevage a toujours été l'une des principales composantes du système agropastoral du département de Podor.

Le projet d'aide d'urgence d'Oxfam GB aux victimes du sinistre dans le nord du Sénégal couvrait 40 villages, dont trente sept se localisaient dans le département de Podor, et trois (Labgar, Baldiel et Belel Hende), dans le département de Linguère.

Par rapport aux autres pays avec de vastes étendues arides, le Sénégal semble avoir bien géré la situation, et une distribution comme celle qui a été entreprise par ce projet est purement vue en terme d'évènement catastrophiques perturbateurs.

Le climat du département de Podor qui fut la zone la plus touchée, est de type sahélien, avec l'un des plus faibles taux de précipitations du pays. Podor se trouve dans une sorte de zone sous le vent à l'abris de la pluie et est un peu plus sujet aux longues périodes sans pluies, entraînant des épisodes occasionnelles de sécheresse prolongée en appelant à la nécessité de procéder à des distribution de vivre. En effet, pendant la formation qui a précède la mise en œuvre du projet, des exemples de distributions faites en 1993, 1996, 1998, furent citées, ainsi que celle de 2002 pour laquelle ce projet constituait une illustration. En raison de la nature incohérente et hasardeuse des distributions précédentes, il a été nécessaire de mener un peu plus de recherches pour réaliser une documentation consistante à ce sujet. *On doit cependant indiquer en des termes nets qu'il y a une tendance claire à suggérer le besoin d'un suivi régulier et d'améliorer les mécanismes de secours, pour lutter contre d'éventuels sinistres dans cette zone.*

(iii). Recrutement et Mise en Oeuvre

Une petite équipe d'Oxfam, composée à la fois du personnel local et international, a mis en œuvre le projet, sous la direction du coordonnateur de programme national. En matière d'administration financière, l'administrateur financier était basé à Dakar et rendait directement compte au responsable du programme, alors que l'assistant financier était basé sur le site.

Dans l'ensemble, le responsable de la distribution assurait la direction technique, avec l'assistance du coordonnateur de la logistique et du coordonnateur de projet. Deux assistants de terrain et un assistant basé à Dakar aidaient le coordonnateur de la logistique. Il gérait toutes les demandes et ressources en logistique, y compris les véhicules et les chauffeurs. Il assurait la liaison nécessaire entre le projet et les fournisseurs de denrées. En d'autres termes, deux responsables des opérations sur le terrain et cinq agents assistaient le coordonnateur de projet. Les deux responsables supervisaient huit moniteurs qui assuraient la liaison essentielle entre le projet et la communauté. On doit cependant noter à ce niveau que les agents étaient en réalité des fonctionnaires des organismes partenaires nationaux et leur rôle était de faire la jonction entre Oxfam et les collectivités locales. Les informations qu'ils communiquaient avaient une importance notoire dans la prise des décisions relatives au projet. Les moniteurs étaient en première ligne travaillant au jour le jour avec les communautés, pour s'assurer qu'elles comprennent et puissent prendre le relais dans la chaîne de distribution. Les moniteurs ont été sélectionnés par les

organismes partenaires pour assurer l'engagement et la participation des partenaires.

Quelques activités spécifiques ont nécessité que le projet recrute quelques travailleurs temporaires de temps en temps. Par exemple, une de ces activités est l'étude pour le suivi du panier alimentaire, qui évalue la performance de la distribution sur place, en plus de la communication d'informations sur le profil des ménages bénéficiaires. Une étude sur l'utilisation de la nourriture, dont le but était de déterminer les modes d'utilisation de la nourriture par les bénéficiaires et la durée moyenne réelle de la nourriture au sein des ménages bénéficiaires. Dans le but de bien mener ces activités, des moniteurs de panier alimentaire étaient recrutés temporairement et formés sur la façon de mener les deux activités à la fois. En outre, des réunions se sont également tenues pour l'étude post distribution durant lesquelles les villageois ont fait des feedbacks sur ce qu'ils considéraient comme les forces et faiblesses du mode de distribution ; ils ont aussi fait des recommandations pour son amélioration future.

2. PREMIERE RENCONTRE AVEC LES PARTENAIRES ET FORMATION Envisagée

(i). Rencontre avec les partenaires

Cette réunion a été critique puisqu'elle se présentait comme la première opportunité pour une interaction sérieuse entre l'équipe du projet et les partenaires. Elle fournissait des créneaux pour aborder certains problèmes de fonctionnement, n'ayant pas été résolu jusqu'ici.

L'équipe du projet et les partenaires ont d'un commun accord souligné les problèmes de fonctionnement suivants:

- La volonté de subvenir aux besoins de la FAFD signifiait que tous les agents partenaires acceptaient des salaires plus bas pour qu'il y ait un agent de plus de la FAFD. Les partenaires étaient d'accord sur ce point, avec comme résultat cinq agents au lieu de quatre (initialement utilisé). Les exigences budgétaires restaient les mêmes, mais l'affectation de fonds était faite de façon à couvrir tous les cinq agents.
- Le besoin d'un moniteur supplémentaire pour la zone de la FAFD fut également discuté et un accord fut trouvé entre les partenaires pour étaler davantage les ressources en vue de couvrir un moniteur de plus. Cela signifiait qu'il y aurait maintenant huit moniteurs et leurs paiements seraient révisés à la base pour pouvoir recruter le moniteur supplémentaire.

- Il a été convenu que pour le bon fonctionnement, le nombre de surveillants ne resterait pas fixée à trois comme le montre le budget ; au total huit surveillants seraient nécessaires, uniquement lors de la distribution.
- Le problème du genre devait être pris en compte dans le recrutement du personnel et il fallait recruter au moins trois filles comme monitrices.
- La question des approches concernant l'eau et les activités vétérinaires a été prise en compte. Le consensus fut qu'Oxfam ne devait pas faire appel aux services d'un spécialiste vétérinaire jusqu'à ce que l'équipe du projet et les partenaires se rencontrent une nouvelle fois pour adopter une solution.
- Le responsable de la distribution a émis le souhait d'initier l'équipe et les partenaires à une méthode de distribution développée par Oxfam en Afrique Orientale, pour que les membres puissent décider s'il faut essayer cette approche. Les membres ont exprimés le désir de participer à un tel atelier et les 8 et 9 avril ont été retenus pour l'organisation d'un atelier sur le ciblage et la distribution de vivres à la communauté.

La réunion s'est bien terminée et tout fut mis en place pour les opérations sur le terrain.

(ii). L'Atelier

La formation sur le système de distribution et de ciblage communautaire a été une activité clés dans le démarrage de la procédure de mise en œuvre. La nécessité de faire cette action suppose qu'un système de distribution doive déjà avoir ciblé des groupes, qui soient particulièrement en danger ou dans le besoin. L'identification des groupes cibles a soulevé la question fondamentale suivante "qui est plus vulnérable ou le plus vulnérable de tous."

Parmi les objectifs de l'identification des groupes cibles on peut citer les suivants:

- S'assurer que les vivres atteignent les plus vulnérables (les plus touchés)
- Faire respecter l'efficacité des coûts en contrôlant le nombre de bénéficiaires, et finalement ;
- Protéger l'économie locale par la distribution de quantités de denrées ne risquant de bouleverser ou de fausser la stabilité des prix.

Cette formation n'a pas été gouvernée par un désir absolu d'imposer une nouvelle façon de faire les choses, mais plutôt par le besoin d'initier les participants à une approche qui pourrait, s'ils l'acceptent, faire l'objet d'une expérimentation alternative à leurs prédispositions. Après deux jours de discussion, particulièrement à travers des discussions en groupe, les participants sont arrivés au consensus que le Système de Ciblage et de Distribution Communautaire valait la peine d'être essayé. Des copies sur les guides détaillés

de ce système sont déjà disponibles au Centre de Gestion Régional de Dakar et aux Bureaux de Programme Sénégalais.

Résumé des caractéristiques essentielles de l'atelier

Objectifs de l'Atelier:

- Partager les informations et expériences sur les différentes méthodes de distribution
- Initier les participants au Système de Ciblage et de Distribution Communautaire
- Trouver un consensus sur la méthode à appliquer lors de la distribution imminente

Historique du Système de Ciblage et de Distribution Communautaire

Le Système de Distribution et de Ciblage Communautaire fut une grande idée du Programme Ougandais d'Oxfam GB au début des années 80. Il fut expérimenté plus tard et mis en œuvre sur une plus grande échelle par Oxfam GB Kenya vers la fin des années 90. Vers la fin du siècle, les Gouvernements kenyan et tanzanien, officiellement et conjointement avec le PAM et d'autres agences humanitaires de grande notoriété intervenant dans ces pays, adoptèrent ce système. Jusqu'ici le gouvernement ougandais ne l'a adopté qu'en partie et Oxfam GB a déjà lancé une procédure de plaidoirie auprès de la Primature à Kampala pour son adoption complète.

En 2001 Oxfam GB Soudan a mené un programme pilote réussi dans le nord du Soudan, et comme résultat le PAM Soudan a demandé à être formé sur ce système.

En Afrique de l'Ouest et pour la première fois, le programme d'aide d'urgence d'Oxfam GB aux victimes du sinistre causé par les inondations dans le Nord du Sénégal en janvier 2002 a ouvert un créneau unique d'opportunités pour une expérimentation du Système de Ciblage et de Distribution Communautaire. Les partenaires d'Oxfam GB au Nord du Sénégal avaient la possibilité de discuter largement de ce système et de décider s'ils devaient l'expérimenter ou non, et en réalité ils acceptèrent de l'expérimenter.

Dans sa forme actuelle, le système équivaut à un effort incontesté de mise en œuvre de certains principes humanitaires de base avancés par le Projet Sphère dont Oxfam était un membre éminent. Il adopte également des dogmes essentiels d'approches participatives pour travailler avec les communautés.

Mode de Fonctionnement du Système

Le Système de Ciblage et de Distribution Communautaire, déjà parfaitement opérationnel au Kenya et en Tanzanie et partiellement opérationnel en Ouganda, travaille à deux niveaux:

(a) L'Unité Nationale de Préparation en cas de désastre est localisée au niveau de la Primature à la Présidence. Elle est composée de quelques fonctionnaires de l'Unité, qui travaillent en collaboration avec quelques représentants du Ministère du Développement de l'Agriculture et de l'Elevage, des représentants des agences des Nations Unis concernées (en particulier le PAM), des représentants d'agences de coopération multilatérale et bilatérale, telles que la Communauté Européenne, DfiD, ainsi que des représentants d'ONG nationales et internationales, auxquelles on fait appel de temps en temps, au fur et à mesure que la demande augmente. Elle constitue le principal organe sensoriel chargé de faire les premières appréciations à chaque fois qu'il y a un sinistre dans ces pays. Les appréciations sont faites en partenariats avec les ONG opérant dans la zone touchée. L'information sur l'envergure du désastre et les demandes d'aide sont alors envoyées au Gouvernement. Ce dernier est alors en mesure de lancer un appel avec des informations précises sur le nombre de personnes touchées et le niveau d'aide requis.

Lorsque les aides demandées sont disponibles, elles sont réparties entre les différentes zones en fonction des besoins définies par la première appréciation. L'Unité sélectionne alors des ONG humanitaires réputées pour l'excellence de leurs prestations. Ces ONG se chargeront des activités de distribution dans leurs zones d'intervention respectives.

Lorsqu'il n'y a pas de sinistre, l'Unité contrôle la situation dans les zones sujettes au désastre par le biais d'un système officiel. Au Kenya, il existe maintenant un Système d'Alerte Avancée (SAA), à cause de la fréquence des longues sécheresses dans les zones arides et semi-arides du pays.

Oxfam GB travaille déjà avec le gouvernement ougandais en vue d'établir un système similaire pour le contrôle de la sécheresse dans les zones semi-arides de l'Ouganda. Lorsque tout cela sera fait, et les méthodes participatives adoptées lors des appréciations et activités de distribution, l'ensemble du Système de Ciblage et de Distribution Communautaire aura été mis en place pour l'Ouganda. Donc, l'objectif d'Oxfam GB, HECA (Corne de l'Afrique, Afrique Orientale et Centrale) est de mettre en place un plan détaillé de préparation à aux interventions d'urgence.

Les Avantages de cette Préparation:

- L'approvisionnement est coordonné par une entité, améliorant ainsi la l'efficienne et l'efficacité de la mise à disposition de l'aide. Toute l'aide

va dans un compte à partir du lieu où elle a été allouée vers ses différentes destinations en fonction des besoins recensés.

- L'appréciation collective est détaillée et impartiale
- Le gouvernement prend directement en charge le système de préparation des secours aux sinistrés
- Pour soutenir la transparence dans la distribution de vivres, seuls des organismes de bonne réputation ont été sélectionnés pour la supervision
- Le gouvernement est capable de contrôler de façon continue les points critiques du sinistre

(b) A la base, la responsabilité de la supervision de la distribution est conférée à des ONG spécialisées identifiées par l'unité nationale. Ces ONG ont été spécialement formées pour servir le Système de ciblage et de distribution communautaire. Elles effectuent la distribution à travers les comités villageois élus par les populations elles-mêmes. La procédure de distribution vient à terme avec le mécanisme d'auto évaluation par le biais du suivi du panier alimentaire et des réunions de révision après la distribution, tenues en présence d'un observateur. L'ONG chargée de la supervision mène finalement une étude sur l'utilisation faite des vivres distribués, pour évaluer l'impact de la distribution.

Avantages des préparatifs

- Grâce à la formation, la capacité des ONG nationales et celle de la communauté est renforcée pour faciliter une réaction efficace en cas d'éventuelle distribution.
- Les bénéficiaires sont ciblés pour avoir un impact maximum en mettant l'accent sur la richesse
- Promotion de la transparence par la dissémination de l'information
- Les bénéficiaires ont le droit de prendre des décisions grâce à l'élection démocratique des membres du comité et aux concertations publiques lors des réunions

Adoption de l'approche

Prenant connaissance du consensus obtenu avec les dépositaires après l'atelier, le projet a officiellement adopté cette méthode comme principal outil de mise en oeuvre des activités. Une grande partie de l'appréciation des performances de cette méthode repose sur les bénéficiaires, dont le point de vue pouvait être plus judicieusement corroboré par des idées considérées indépendantes vis à vis de l'influence du projet. Cela justifie la nécessité d'avoir un auditeur externe, en particulier si les leçons dégagées sont considérées comme étant assez importantes pour influencer une future réflexion sur des opérations similaires,

et dans un contexte plus large, sur les questions en rapport avec les préparations d'intervention d'urgence dans le pays ou ailleurs

3. SENSIBILISATION DE LA COMMUNITY, PREPARATION DE LA LOGISTIQUE ET PROCEDURE DE DISTRIBUTION.

(i). Sensibilisation de la Communauté

L'application d'une approche communautaire demande l'organisation de rencontres avec les communautés pour les préparer à se charger des aspects importants de la distribution. Il est de la responsabilité des contrôleurs d'investir la communauté de ce rôle. L'approche met l'accent sur le besoin de transparence et de responsabilité par le biais du partage de l'information à grande échelle et d'un échange entre l'agence responsable de la distribution, la communauté et les représentants du gouvernement. Elle place fermement le processus de distribution entre les mains des villageois. A raison d'un moniteur par village, le processus de mobilisation comprenant l'identification et le recensement des bénéficiaires doit durer au maximum dix jours ; après quoi, la distribution doit commencer. Dans le cas de ce projet où il y avait huit moniteurs pour une section composée de 40 villages, il a fallu la moitié de la deuxième quinzaine du mois d'avril pour terminer la sensibilisation de la communauté dans les 19 sections villageoises de la circonscription d'Adena.

Il est important de noter que la fin du recensement de ces bénéficiaires dans ces 19 sections villageoises a lancé le premier cri d'alarme; le nombre des bénéficiaires est passé de 16 500 à 25 500. Il était clair et net, que la première évaluation qui a fourni les premières statistiques était discriminatoire, vu qu'elle s'est basée sur l'adhésion à la fédération et excluait ainsi beaucoup de victimes. Cet accroissement du nombre de bénéficiaires, combiné au rythme très lent de la sensibilisation fut l'une des premières indications de la nécessité d'étendre le projet, et ceci a permis des actions opportunes. Une augmentation similaire du nombre de bénéficiaires fut notée plus tard dans la circonscription de la FDL, où le nombre de bénéficiaires est passé de 9 280 à 11 659, amenant ainsi le nombre total de la FDL et de la FAFD à 21 773. Ainsi, le nombre total de bénéficiaires est passé de 35 510 à 48 057. Cette situation a engendré la nécessité de rajuster les besoins en vivre de 530MT de riz à 708MT.

(ii). Préparations Logistiques

Vers la fin de la deuxième semaine du mois d'avril, des progrès considérables ont été faits sur le plan de la logistique dont les éléments essentiels sont les suivants:

- L'étude sur le fournisseur de riz avait été menée et la sélection était faite aussitôt après. Le fournisseur choisi était une coopérative de cultivateurs dont tous venaient de la zone sinistrée. Il y avait toutes les raisons de choisir ce fournisseur. Parmi elles, il y avait le fait que leur prix soit plus compétitif, ils avaient leurs propres infrastructures de stockage et prendraient eux-mêmes en charge les frais de stockage, ils étaient plus proches du point de distribution, et enfin l'achat du riz des cultivateurs dont quelques-uns faisaient parti des victimes atténuerait en quelque sorte les effets du désastre, mis à part le fait d'avoir un impact économique positif sur l'ensemble de la population des agriculteurs de la zone.
- Des transporteurs avec des véhicules appropriés avaient été identifiés et il y avait une assurance que tout allait bien se passer en ce qui concerne le transport du riz vers les villages.
- Des infrastructures de stockage avaient été identifiées dans les différents points de distribution et les préparations pour leur usage avaient été faites avec les partenaires.
- Trois véhicules de location étaient déjà en place sur le site et bientôt un nouveau véhicule du projet vint compléter le parc.
- Les préparatifs furent finalisés avec une station service locale pour assurer une facilité du crédit mensuel.

(iii). Distribution de Riz

Dans l'ensemble, la distribution de riz a été l'activité la plus importante de cette opération en matière de ressources. La première allocation était de 530MT de riz pour couvrir au total 35 510 personnes à raison de 5kg par personne. Le réajustement survenu à la fin du projet ramena les chiffres à 708MT de riz pour 48 057 personnes.

La première phase de distribution de riz a commencé dans la circonscription d'Adena à la fin des campagnes de sensibilisation, le 1^{er} mai, trois jours avant le délai de rigueur donné au fournisseur de riz. A ce point on croyait que ceci était simplement dû au soudain accroissement de la demande en réponse à l'accroissement du nombre de bénéficiaires qui avait augmenté la commande de 45MT de riz. Comme cela s'est révélé plus tard, il y a eut plus de problèmes que prévu avec le fournisseur.

Les activités de sensibilisation de la communauté dans les circonscriptions de FDL et FAFD ont donné un délai au fournisseur pour rassembler le stock nécessaire pour ces zones, bien qu'il ait fallu insister au niveau de l'unité logistique pour s'assurer que tout allait être prêt au bon moment.

Comme ce fut le cas avec l'Adena, il y avait une augmentation de 26% sur le nombre de bénéficiaires de la FDL, occasionnant ainsi la nécessité d'ajouter 40MT de riz. Il est peut être nécessaire de mentionner ici que seule la FAFD a fait une estimation minutieuse ayant permis de mener le processus de distribution de riz à terme sans nécessiter des rajustements.

La deuxième phase de distribution de riz a été longue et pénible, à cause du fait que le fournisseur a failli à ses engagements. Malgré le fait que les moniteurs avaient déjà acquis de l'expérience et qu'ils étaient capables de travailler à un rythme beaucoup plus rapide, la distribution dura plus d'un mois, exerçant ainsi une forte pression sur le projet vu qu'il y avait d'autres activités à mener parallèlement à celles de la troisième phase de distribution, qui devait durer en tout et pour tout trois semaines. Le projet n'eut d'autres options qu'annuler le contrat signé avec le premier fournisseur et signer un nouveau contrat. Le second fournisseur fit un excellent travail et tout le stock demandé fut sur place en moins de trois semaines. Il est cependant nécessaire de signaler que la longue distance qui sépare le second fournisseur du lieu du projet, a fait monter le coût du moyen de transport du riz.

La deuxième phase de distribution a eu lieu dans la circonscription d'Adena au mois de juin et s'est faite en même temps que la distribution de fourrage dans toutes les zones.

Le début de la troisième phase de distribution à Adena en début juillet, a causé beaucoup d'inquiétude, parce que les premiers camions ne purent pas atteindre leur destination à cause des pluies. Cette inquiétude s'est intensifiée par l'échec du premier fournisseur de riz à disposer de la l'approvisionnement nécessaire, et l'incertitude en ce qui concerne la capacité du nouveau fournisseur à répondre aux attentes du projet. L'inquiétude s'apaisa avec le temps, parce que le nouveau fournisseur alla au-delà des attentes et la pluie entraîna une pause dont on avait grandement besoin. Au milieu de la troisième semaine du mois de juillet cette activité fut conclue à Adena et l'attention se tourna vers les circonscriptions de FAFD et LAO. Vers la fin de la troisième semaine de juillet, la distribution de riz se termina avec succès.

Calendrier de Distribution du Riz

Circonscription Organisatrice	Première Distribution (MT)	Deuxième Distribution (MT)	Troisième Distribution (MT)	Quantité Totale (MT)
FDL	62 550	63 550	63 550	189 650
FAFD	45 650	45 400	45 350	136 400
ADENA	128 050	126 800	127 100	381 950
Tonnage Total				708 000

La variation des tonnages reflète la révision du registre des bénéficiaires en cours, montrant les omissions et les inclusions induites, ainsi que des cas de tricheries découverts et leurs conséquences sur les résultats de cette révision.

Problèmes:

Il est important de souligner les problèmes spécifiques survenus lors de la distribution:

- En quelque sorte les distances entre le centre de distribution et les sections villageoises étaient assez longues et ceci constitua l'obstacle majeur pour les villageois. Dans la FDL ce problème fut résolu.
- Les personnes qui prétendaient avoir été exclus à tort lors du recensement provoquèrent des disputes. Cela est parfaitement normal dans des distributions où le système de ciblage est appliqué.
- Il y a eu certaines inquiétudes puisque ces gens entraient en contact avec ce système pour la première fois. Cette situation a changé avec le temps.
- Il y a eut des cas de tentative de tricherie par le biais de la double inscription ou de couples qui s'inscrivaient séparément. L'organisation de services d'ordre par la communauté aida à détecter de tels cas.
- Les gens revendiquèrent que la mesure de riz soit remplie jusqu'au sommet vu qu'ils s'attendaient à ce qu'elle soit rempli jusqu'au-dessus de la graduation. Ce qui signifierait que quelques personnes allaient amener chez eux plus de ration que prévue alors que les derniers servis en auraient beaucoup moins.
- Enfin, et d'une importance particulière, le faible niveau d'éducation de certains moniteurs fut un inconvénient majeur, vu que le système de Ciblage et de Distribution Communautaire requiert un niveau d'étude raisonnable pour pouvoir fonctionner avec efficacité et efficience.

(iv). Suivi et Evaluation

Il est important de tenir compte des mécanismes de suivi et évaluation du Système de Ciblage et Distribution Communautaire comme suit:

(a) Etude de Suivi du Panier Alimentaire

L'étude de suivi du panier alimentaire est une activité qui allait de pair avec toutes les distributions. Son objectif majeur était d'évaluer la performance de la distribution. Elles étaient destinées à générer deux catégories d'informations:

- Les quantités réelles de vivres reçues par les bénéficiaires
- Le profil socio-économique des bénéficiaires

Quatre moniteurs de panier engagés temporairement dans ce but ont mené l'étude. Leurs rôles étaient d'arriver au point de distribution (village) avant que celle-ci ne commence; vérifier la liste des bénéficiaires, base de l'échantillonnage; l'utilisation d'une technique d'échantillonnage spéciale; et les résultats mêmes de l'étude à travers les interviews des chefs de ménages. Puis ils ont décrit les réponses aux interviews avec précaution et quitté les points de distribution à la fin de l'activité.

Les résultats de l'étude peuvent se résumer comme suit:

- Dans l'ensemble la distribution s'est très bien déroulée avec une marge d'erreurs estimée à 5.5% et une précision de la performance à 94.5%.
- Certains cas de ménages aux effectifs gonflés ont été noté
- Les variations notées sont les résultats d'une combinaison de facteurs tels que les sacs remplis avec des kilos en trop ou en moins ou le mauvais comptage du nombre de mesures. Le dernier facteur pouvait être attribué au faible niveau d'étude de certains bénéficiaires.

Les caractéristiques du profil du bénéficiaire sont les suivants:

- L'effectif moyen de la famille dans les ménages des bénéficiaires était de 8
- En moyenne, les enfants (âgés de moins de 15 ans) constituent 50% des ménages
- En moyenne, les adultes constituent 44% des ménages
- En moyenne, les personnes âgées constituent 6% des ménages
- Les ménages ont en moyenne 34 petits ruminants
- Les ménages ont en moyenne 16 têtes de bétail
- 75% des chefs de ménages qui sont venu chercher de la nourriture sont des hommes
- 25% des chefs de ménages qui sont venu chercher de la nourriture sont des femmes

(b). Réunions de Critique Après la Distribution

Ce sont des réunions participatives qui ouvrent des débats pendant lesquels les villageois donnent leur opinion sur la distribution. La présentation de la discussion est simple puisqu'on demande aux villageois ce qu'ils ont aimé dans l'approche et le processus de distribution et ce qu'ils n'ont pas aimé. On leur demande ensuite de suggérer les améliorations qu'on pourrait apporter par rapport aux points suscitant leur insatisfaction. Des moniteurs de panier et des agents partenaires ont mené cet exercice. Il est regrettable que des délais résultant d'une performance médiocre du fournisseur de riz puisse permettre

cette activité seulement dans les villages ciblés et non dans l'ensemble des villages comme prévu.

L'ensemble des communautés ont exprimées leurs satisfaction par rapport à l'approche et espère que la même chose sera appliqué dans les distributions à venir. Les autres suggestions et observations étaient les suivantes:

- Que la ration par habitant soit augmentée puisque 5Kg par personne par mois étaient insuffisantes.
- Que la distribution devait comporter d'autres articles tel que l'huile de cuisine.
- Le nombre de distribution doit être augmentée
- Les distributions auraient dû être faites plus tôt, d'autant plus que certaines gens avaient subit un choc grave suite au désastre
- Les superviseurs n'auraient pas dû poser autant de questions sensibles

© Enquête relative à l'Utilisation des vivres

Le suivi et l'évaluation sont cruciaux lorsqu'il s'agit de retracer toutes les étapes d'un projet d'aide alimentaire. Ils permettent d'obtenir un certain nombre d'informations, auxquelles le schéma du projet devrait s'adapter tout au long du processus de mise en œuvre.

Compte tenu de la grande importance d'une telle activité, l'enquête relative à l'utilisation des vivres a été réalisée un mois après la première tournée de distribution de riz. L'enquête sur l'utilisation des vivres vise les objectifs suivants:

- Déterminer les différentes formes d'utilisation de l'aide alimentaire au sein des ménages bénéficiaires;
- Déterminer la durée effective de la ration et obtenir des renseignements sur le pourcentage de bénéficiaires ayant fait un usage différent de ces vivres et en fin,
- Faciliter l'évaluation de l'impact de l'aide alimentaire sur ces communautés bénéficiaires.

Comme nous l'avons déjà expliqué, l'enquête avait été menée un mois après la distribution sur la base d'un échantillon constitué d'un groupe de villages (le nombre est tributaire du temps et des ressources et dans ce cas 10 sections villageoises avaient été choisies). Deux équipes d'enquêteurs se sont rendues dans chacun des villages ciblés et ont mené des interview semi-structurées auprès des chefs de ménages bénéficiaires sélectionnés. Au cours de l'interview semi-structurée, les équipes d'enquêteurs devront s'assurer que les cibles (membres de la communauté) n'étaient pas tendus, par l'établissement de rapports adéquats. Une explication détaillée sur le but de l'exercice a été fournie aux informateurs, pour les encourager à répondre avec honnêteté, par opposition au supposées "réponses justes."

Les questions clés se rapportaient à l'utilisation des vivres, à leur durée d'utilisation et la quantité de vivres restante, s'il en restait encore moment de l'enquête.

Les options de sondage sur l'utilisation des vivres concerne les vivres préparés et consommés au sein des ménages par les membres ciblés, les vivres consommés par les proches et invités non-ciblés; les rations nature échangées contre de la main d'œuvre, de l'argent ou (des semences pour les agriculteurs); les rations nature données par obligation sociale (dons lors des cérémonies de mariage, etc.), ou les rations nature perdues (pour cause d'incendie, etc.).

Les pourcentages pour chacune de ces options ont été obtenus à travers une compilation proportionnelle, qui est une technique participative permettant aux villageois d'utiliser un tas de haricots ou de graviers et de le diviser en proportions représentatives de la manière dont il ont effectivement utilisé les vivres. Les résultats en sont ensuite consignés et traduits en pourcentages, représentatifs des différentes utilisations, selon les proportions indiquées par les villageois.

Résumé des résultats de l'enquête

- Environ 82% du riz distribué a été consommé au sein des ménages.
- L'enquête a permis d'établir que 16% du riz distribué aux ménages avait été donné (par obligation sociale) à des proches et amis, conformément aux tendances sociables des sociétés pastorales.
- Une proportion insignifiante de 2% a été vendue pour permettre aux ménages de satisfaire d'autres besoins pressants.
- Quelques rares cas de perte des rations pour causes d'incendie, ou mangés par des animaux en divagation, mais il n'a pas été possible de vérifier cette information, d'autant plus que la proportion signalée est insignifiante.

Si nous pouvons nous fier à ces résultats, nous pouvons en déduire que l'impact attendu de la distribution a été réalisée, puisque la majorité des vivres a été consommée par les ménages ciblés, et a ainsi permis aux bénéficiaires de réorienter leurs économies vers d'autres usages économiques.

(v). Distribution de Fourrage

Les Plans de distribution de fourrage initialement prévu par Oxfam ont été transformés en plans d'échange, ayant permis au Gouvernement sénégalais de fournir un stock de fourrage dont il disposait déjà pour être distribuer par Oxfam, dans le cadre de la distribution élargie par cette dernière d'aide en carburant pour les forages dans les départements de Louga, Kébémér et

Linguère, où la zone du projet couvrait uniquement une petite parties du dernier arrondissement. Du fait du retard accusé dans la seconde tournée de distribution de riz dans la zone Adena zones par la faute des fournisseurs, la distribution de fourrage dans toutes les zones ciblées a été menée simultanément à la deuxième tournée de distribution de riz de l'Adena. Les agents relais travaillant en liaison avec les comité d'aide et les superviseurs l'ont mené. Ceci pourrait s'inscrire dans le processus de passation du relais au communautés, qui est l'ultime finalité de l'adoption des méthodologies d'approche communautaire. En transférant des valeurs essentielles telles que la transparence et l'auto surveillance par la communauté, le rôle des structures de supervision se limitera uniquement à rendre compte aux bailleurs.

En termes de ressources humaines, il n'a pas été possible de mettre en place un dispositif de monitoring, puisque tous les agents intervenaient dans la distribution de riz et d'autres activités. Faisons également remarquer que les frais généraux liés à la distribution de fourrage ne font l'objet d'aucune allocation de ressources et doivent dépendre des épargnes faites sur les opérations de distribution de riz.

Le constat général est que la principale réclamation par rapport à la distribution de fourrage concernait les quantités. Pour cela, le blâme revient en partie aux partenaires pour avoir fait une mauvaise estimation et il est à espérer qu'ils prennent au sérieux cette leçon au cas où un autre sinistre venait à se produire. Les autres insuffisances échappaient au contrôle du projet car la quantités disponibles relevant des moyens dont dispose le gouvernement. Il est cependant d'une manière général compris qu'en de telles circonstances, le gouvernement serait à plus d'un titre sur une corde raide, puisque la demande dépasse souvent les ressources disponibles, particulièrement lorsque le problème en cause est généralisé.

Il suffit de dire que la distribution de fourrage a été un important supplément dans un moment de nécessité absolue mais il importe de faire remarquer qu'en termes purs de tête de bétail ciblés, l'évaluation de l'impact de cette distribution pourrait donner voie à un débat interminable.

PROGRAMME DE DISTRIBUTION DE FOURRAGE

ADENA

Localité	# de ménages	Qnté requise (Kgs)	Qnté livrée (Kgs)
Namarel	169	14745	
Namarde	119	10071	
Nayde	77	8056	
Mbelogne	135	12485	
Hamet Korga	49	4181	

Tiwde Foumangue	127	15801	
Yare Lao	189	19301	
Tiwde Hirnangue	134	12026	
Yoli	128	15250	
Belel Hende	77	20335	
Labgar	269	16901	
Baldiel	101	12422	
Kodiolel	171	11655	
Bombode	71	10630	
Wiwan	98	8631	
Bouki Ndioula	117	12068	
Bewedji	107	14198	
Diaguere	110	7895	
Wendu Diemi	170	15349	
Sous-Total	2418	242000	241840

FEDERATION LAO

Localité	# de ménages	Qnté requise (Kgs)	Qnté livrée (Kgs)
Lawlawrou	9	1063	
Bamwalmi Yalalbe	0	0	
Sinthiane Maboube	9	1137	
Wouro Awa	13	756	
Siwalbe	22	2395	
Doumga Diawambe	8	405	
Doumguel Dadde	72	3610	
Olo Diawbe	21	1719	
Doumga Lao	37	2432	
Ida	22	1896	
Telmoudou	12	1280	
Binguel Bolo	89	5553	
Maham	18	2159	
Aere Bulbel	26	5055	
Wouro Samba Hadiel	9	1195	
Wouro Samba Gounol	26	1345	
Sous-Total	393	32000	32040

FAFD

Lieu de livraison	# ménages	Qnté requise (Kgs)	Qnté livrée (Kgs)
Lougue Foulbe	26	985	
Boguel	16	365	
Diery Diouga	6	315	
Dekolle Taredji	39	535	
Nguendarl	89	10800	
Sous-Total	176	13000	12920

(vi). Activités Vétérinaires

L'intégration d'activités vétérinaires parmi les composantes du projet a été sans aucun doute une considération bien pensée. Cet argument est basé sur le fait que les populations du *diery* (éleveurs) étaient considérés comme étant les plus affectés par le sinistre, puisque ayant perdu des milliers de têtes de bétail. Comme le secteur de la santé, le secteur vétérinaire a eu à subir les restrictions budgétaires instaurées par les programmes d'ajustement structurels au cours de ces dix dernières années. Nul besoin de dire que les interventions relatives à des sinistres touchant la santé du cheptel, il faudrait consentir un maximum d'efforts pour venir en aide de façon optimale aux éleveurs, le cheptel étant par rapport le principale biens.

C'est un grand paradoxe que la composante vétérinaire de ce projet ait bénéficié du plus faible niveau de financement et qu'elle n'ait fait l'objet d'aucune articulation dans la proposition. Elle est devenue la principale préoccupation nécessitant une plus vaste concertation tout en ayant un moindre impact comparé aux autres composantes.

Dès le départ, il a été reconnu à l'échelle du projet que la nature technique même des programmes vétérinaires, particulièrement dans un contexte où les éleveurs sont de tendances nomades commande que l'intégration de telles activités tienne compte des opinions des experts locaux de façon à les placer au sein du cadre national. Ce qui faisait manifestement défaut. L'absence d'articulations claires sur les activités du projet dans les propositions est à l'origine du second problème. Le projet s'est d'abord penché sur ce second problème à travers un bref atelier impliquant les agents vétérinaires intervenant dans la zone du projet, les aides vétérinaires intervenant dans la zone du projet, les représentants des partenaires et des représentants des éleveurs. Les participants avaient la mission d'identifier les problèmes vétérinaires les plus sérieux et de les classer selon leur ordre de priorité. La second mission était de proposer la solution la plus appropriée pour surmonter ces problèmes et de suggérer le dispositif de monitoring à mettre en place pour s'assurer que les activités soient menées comme prévu. Ces deux missions ont été remplies.

L'activité suivante était une rencontre avec les agents vétérinaires pour identifier les médicaments les plus appropriés pour traiter les maladies identifiées. Il a fallu une fois de plus les classer selon leur ordre de priorité. Les deux médicaments les plus importants ont pu être identifiés. Lorsqu'il s'est agi d'évaluer le coût estimatif d'acquisition, le coût du médicament le plus important s'est avéré trois fois plus élevé que la part de budget prévue.

Les tentatives de persuader les partenaires à autoriser une réallocation d'une partie des fonds affectés aux activités d'appoint en carburant pour les forages ont connu un échec. L'unique alternative fut de se limiter au peu que le budget initialement prévu pour cette rubrique permettait de faire. La principale activité

menée à cet égard a été la vaccination des petits ruminants contre les parasites externes et internes qui ont tendance à apparaître avec le début de l'hivernage. 128 142 petits ruminants ont été couverts. **A une échelle beaucoup plus réduite, des suppléments en vitamine ont été administrés aux bovins qui en avaient le plus besoin. Ceci n'a couvert que 9 176 bovins, le budget n'étant pas suffisant.**

C'est manifestement une opportunité gaspillée car cette composante avait de fortes chances d'avoir un grand impact sur ce projet. La leçon qui en est tirée est qu'à l'avenir dans la formulation des composantes d'un projet, il faudra définir avec précision les problèmes à résoudre et ficeler le budget sur la base d'une évaluation précise des coûts des intrants et activités requises.

Les concertations interminables et les prises de décisions tardives ont entraîné un retard dans le démarrage des activités vétérinaires. Compte tenu du fait qu'il ne restait plus que deux semaines et demi, une équipe composée de deux agents vétérinaires locaux et de 18 vétérinaires auxiliaires avait été mise sur pied. L'opération était basée sur un accord signé entre les agents vétérinaires et le responsable de la distribution. Trois véhicules légers ont été loués pour l'opération.

Activités Vétérinaires par Zone

Localité	Rubrique	#Petits ruminants	# de bovins
ADENA	Pasteurelad	75 097	
FDL/FAFD		49 045	
	Olivitasol		8 959
ADENA			0217
FDL		2 066	

(Vii) Appoint en carburant pour les Forages

Les prévisions initiales d'Oxfam étaient d'appuyer treize forages situés dans la zone du projet. Comme nous l'avons expliqué antérieurement, un nombre supplémentaire de soixante deux forages a été intégré sur la base d'un échange entre le gouvernement et Oxfam. Ce qui a ramené le nombre total de forages bénéficiant du programme à 75. Une quantité totale de 143 938 litres de gasoil a été distribuée, chaque forage bénéficiant de 1 919 litres de gasoil. En terme de collaboration cela a été un beau geste de la part d'Oxfam car témoignant de façon pratique son engagement à collaborer plus étroitement avec le gouvernement. En termes d'efficacité de coût et de suivi-évaluation du projet, cela a suscité de nouveaux problèmes car étant donné l'étendue de la zone où les

forages sont disséminés, il a fallu beaucoup plus de ressources pour évaluer l'efficacité de l'aide ou tout bonnement, un monitoring sérieux de l'aide n'a pas pu être mené. Il est important de faire remarquer qu'une question fondamentale que tous les projets de distribution doivent tenir en compte est la nécessité de mettre en place un mécanisme de monitoring et d'évaluation. La principale critique adressée aux méthodes traditionnelles de distribution est qu'elles étaient considérées comme peu économiques puisque n'étant pas dotées de mécanismes de monitoring et d'évaluation. Nous devons garder à l'esprit que l'engagement d'Oxfam par rapport au gouvernement, comme cela a été le cas pour ce projet ne devrait pas entraver l'établissement de bons rapports de travail; il devrait plutôt être axé sur un plaidoyer politique à travers la promotion de meilleures pratiques.

La distribution de carburant a été effectuée sous forme de système de bons sur la base d'un accord avec une grande compagnie pétrolière dotée du plus vaste réseau de distribution du pays. Cette dernière délivrait des bons permettant aux Comités de forage, en particulier au niveau des départements de se faire livrer une certaine quantité de carburant au niveau de la station d'essence la plus proche de leur localité. Autant il a été facile de superviser cela en diffusant l'information et en s'appuyant sur les activités des partenaires dans la zone du projet, autant il a été impossible de suivre l'évolution et l'utilisation des bons une fois mis à la disposition des différents comités. Cela a constitué une faiblesse majeure de ce programme où les activités ont couvert une vaste zone.

LISTE DES FORAGES BENEFICIAIRES DANS LA ZONE DU PROJET

Adena

1. Yaré Lao
2. Namarel
3. Bombode

Fédération du Lao

1. Bano
2. Aéré Boulbél
3. Thiéwél
4. Wéndou Sadio
5. Boké Tékoum

FAFD

1. Bidy
2. Nguédar
3. Dékollé
4. Lougué Foulbé
5. Diéry Diouga

LISTE DES FORAGES BENEFICIAIRES DANS LA REGION DE LOUGA (Accord entre Oxfam et le Gouvernement)

Département de Linguère

- | | |
|---------------------|--------------------|
| 1. Amali | 26.Nguith |
| 2. Gouloum Béthio | 27.Warkhokh |
| 3. Kamb | 28.Boki Samali |
| 4. Mbayéne Thiasdé | 29.Barkédji |
| 5. Mbeuleukhé | 30.Darou Nahim |
| 6. Mbayéne Négué | 31. Diagaly |
| 7. Mboula | 32.Fass Loly |
| 8. Mboynane | 33.Gassane |
| 9. Mouye | 34.Gasset Wolof |
| 10.Ndod Ndiarno | 35.Khogué |
| 11. Téssékéré | 36.Lindé |
| 12. Vindou Thingoli | 37.lol-Lol |
| 13. Yang-Yang | 38.Sagué |
| 14. Kothidia Aéré | 39.Thiargny |
| 15. Afé | 40.Thiél |
| 16. Boulal | 41. Touba linguère |
| 17. Guely | 42.Touba Ndar Fall |
| 18. Sagatta | 43.touba Patacour |
| 19. Sino | |
| 20.Thiéyéne | |
| 21. Vandou Lambol | |
| 22.Dodji | |
| 23.Doundodji Parba | |
| 24.Khol-Khol | |
| 25.Labgar | |

Département de Louga

1. Boudy Sakho
2. Gandé
3. Gouye Mbeuth
4. Loboudou
5. Lougré Wadé
6. Mbar Toubab
7. Ndia Gouréye

8. Warack
9. Moukh-Moukh
10. Patar
11. Thiar Peulh
12. Sangué

Département de Kébémér

1. Ndiengue Diaw
2. Bandégne
3. Sam Yabal
4. Tayif Diop
5. Ioumbol Bissinabé
6. Keur Amadou Yalla
7. Médina Ka Tidiane

4. LECONS DEGAGEES

Ces leçons ont été dégagées lors de la réunion d'évaluation tenue à la fin du projet, à son siège localisé à Ndioum. Ont pris part à la réunion, le représentant du Département Humanitaire d'Oxfam GB, du Coordinateur de la branche sénégalaise d'Oxfam GB, des représentants des partenaires d'Oxfam intervenant dans le projet, le Préfet du Département de Podor (représentant du Gouvernement du Sénégal), les membres de l'équipe du projet et les évaluateurs externes. Les points dégagés tiennent leur importance du fait qu'ils permettent de retenir les points focaux pour les futures orientations à prendre en compte dans les discussions et actions à mener.

L'EQUIPE d'OXFAM

Réaction Immédiate au sinistre:

- Oxfam devrait être très explicite avec les autorités (locales et nationales)
- L'engagement d'Oxfam et des partenaires devrait être dès le début maintenu

Evaluation Initiale:

- Les évaluations préconisées devraient être vérifiées par des techniciens spécialisés
- Le rôle d'Oxfam ainsi que le soutien sollicité auprès de l'Etat devront lui être clairement spécifiés
- La formation des partenaires en évaluation nécessite un suivi

Mise en œuvre:

- Il est nécessaire d'assurer une liaison adéquate entre les entités concernées, à l'échelle locale et nationale
- Il est nécessaire de préciser la relation Oxfam/partenaires à travers le MOU
- Il est nécessaire de procéder à une définition des tâches
- Les Parties concernées devraient être disposées à statuer sur les éventuelles difficultés identifiées

LES PARTENAIRES

Evaluation

- Nécessité de coordination entre l'Etat et Oxfam lors de la réaction initiale
- Nécessité de faciliter aux partenaires la collecte d'information lors de l'évaluation

- Nécessité de formation en collecte d'informations nécessaires à l'évaluation

Mise en Oeuvre

- Nécessité d'éviter la dispersion des rôles durant la mise en œuvre
- Les partenaires ont travaillé ensemble pour la première fois
- Nécessité d'atteindre un consensus sur la délimitation de la zone bénéficiaire
- Nécessité d'éviter les pratiques discriminatoires dans le cadre des interventions en cas de sinistre

Formation

- Le Système de Ciblage et de Distribution Communautaire (SCDC) a été un précieux instrument malgré sa courte durée, en ce sens qu'il a contribué à consolider les partenaires et la communauté
- Les partenaires sont satisfaits parce qu'ils ont accepté d'expérimenter le SCDC d'eux même
- Les autorités locales auraient dû être associées à la formation

- **Mise en œuvre**
- Bénéficiaires directement impliqués
- Formation des comités de secours trop courte
- Méthodes de distribution plus adaptées en comparaison aux programmes antérieures
- La présence d'Oxfam a éclipsé le gouvernement et a entraîné la perte des relations normales avec les autorités locales. Il est nécessaire pour les partenaires de revoir leurs relations avec les autorités locales

Impact

- La disponibilité des partenaires et de leurs ressources est importante
- Il existe maintenant une meilleure base de données sur les populations locales
- La transparence, une valeur essentielle a été assurée
- La section logistique de l'équipe du projet a fait un travail louable

EVALUATION INTERNE DE L'EQUIPE D'OXFAM

Evaluation

- Il y a eu un léger malentendu causé par le manque de précisions concernant certaines questions. Ceci pourrait être évité à l'avenir en mettant en place un cadre à travers lequel de telles questions pourraient être clarifiées
- Il est nécessaire de vulgariser à plus grande échelle le Manuel de Secours d'Urgence

- Le RMC joue un rôle d'une importance particulière dans le Programme Humanitaire (RMC support especially the role of the Humanitarian P Co-ord is important)
- Il est nécessaire de préserver l'expérience à travers les formations continues

Proposition

- Les missions nécessitent l'appui du HD par rapport aux questions budgétaires
- Les budgets doivent prévoir des contingences
- Il est nécessaire de faire un feedback financier en faisant de façon régulière l'état de la situation financière

Mise en oeuvre

- L'équipe doit régulièrement tenir des réunions afin de faciliter à tous les niveaux la clarification des problèmes

**Proposition de Oxfam GB pour la création d'un bureau humanitaire charge de la
préparation et de la gestion des catastrophes.**

Oxfam/GB

Oxfam est une organisation humanitaire internationale dont la mission essentielle est de combattre et vaincre la pauvreté et la souffrance dans le monde.

Un des objectifs stratégiques d'Oxfam est de travailler à diminuer les pertes et les souffrances humaines suites dues aux désastres, que leur origine soit naturelle et humaine. Les conflits et les sinistres sont en effet un des causes majeures de la pauvreté et de la souffrance dans le monde, en Afrique et en Afrique de l'Ouest particulièrement.

Oxfam GB est présent au Sénégal depuis 1982 et appuie de nombreuses organisations et initiatives nationales.

Soucieux d'éliminer ou à tout le moins de minimiser les souffrances que génèrent les désastres à chaque fois qu'ils surviennent dans le pays et en s'appuyant sur son expérience dans le pays et ailleurs, Oxfam GB propose au gouvernement sénégalais de créer un bureau humanitaire pour la préparation et la gestion des crises humanitaires et des catastrophes en particulier.

Le Sénégal est un pays à risque.

Le Sénégal est-il un pays à risque ? l'analyse des catastrophes humanitaires intervenues au cours de ces 15 dernières années fournit une réponse affirmative à cette question.

- En 1988, une invasion acridienne a provoqué la perte de récolte dans la majeure partie du pays mettant les paysans sénégalais dans une situation alimentaire précaire ;
- En 1989, les événements sénégal-mauritaniens, en plus de s'être soldés par une centaine de morts a provoqué l'installation au Sénégal de près de 100 000 réfugiés. La majeure partie de ceux-là sont encore installés au Sénégal sans grands moyens de subsistance et sans soutien régulier des organisations humanitaires ;
- En 1992, une épidémie généralisée de choléra a mis à rude épreuve le système de santé qui y a fait face avec beaucoup de difficulté ;
- En 1992 l'explosion d'une citerne d'ammoniac en pleine zone industrielle dakaroise a entraîné une dizaine de morts et plus d'une centaine de blessés.
- De 1993 à 2000 une série d'inondations cycliques ont jeté dans la rue des milliers de familles dans la vallée du fleuve Sénégal et dans la banlieue dakaroise. Les inondations ont provoqué le déguerpissement de villages et l'abandon de certaines zones d'habitations ;

- En 2002 une chute brusque des températures accompagnée de vent a eu comme conséquence la mort de 26 personnes, la mort de près de 60 % du cheptel ovin, la destruction des récoltes de riz et la destruction des habitations en banco dans les régions de Saint-Louis et Louga. Cette situation risque d'avoir à terme des conséquences sanitaires avec la décomposition à l'air libre de milliers de cadavres d'animaux.

A ces événements, il convient d'ajouter une situation latente favorable à des risques humanitaires en Casamance (où il y a de fréquents mouvements de populations).

(Sur ce dernier point Oxfam/GB a aussi appuyé une initiative de Peace building notamment le CONGAD et une organisation de jeunes qui a réalisé des résultats concrets).

Le risque industriel est énorme dans l'agglomération dakaroise où des industries réputées dangereuses côtoient des habitations (exemple ICS/Mbao) et l'existence de zones industrielles qualifiées de bombe à retardement par tous les spécialistes (zone de bel air avec la SONACOS, SHELL, le pipe libre de la SAR et le PORT).

La fréquence des catastrophes humanitaires et la forte probabilité de survenance d'autres permettent d'affirmer que le Sénégal est bien un pays à risque humanitaire.

Le Sénégal n'a pas de mécanisme structurel de réponse ou d'adaptation

Dans chacun des événements décrits, plus haut, l'effet de surprise a prévalu et l'événement a été géré après constitution de comité de secours. Certaines catastrophes ont nécessité la mobilisation des forces françaises du Cap-Vert, le HCR et d'autres organismes humanitaires.

Le Sénégal n'a pas non plus un Observatoire de suivi des risques humanitaires. Les populations et les collectivités locales ont été peu impliquées dans la gestion des catastrophes humanitaires.

L'absence de mécanisme structurel de réponse ou d'adaptation a comme conséquence un retard dans les secours et dans bien des cas leur inadaptation par rapport aux besoins réels des sinistrés.

Le plan ORSEC est le seul instrument de réponse aux situations d'urgence mais sa mobilisation est lourde entraînant des délais de réponses assez longues. Les collectivités locales sont, en général, désarmées dans les situations d'urgence du fait car ne disposant pas également de mécanisme d'intervention dans ces situations et de mêmes compétences pour intervenir.

En résumé, il n'est pas caricatural de dire que dans un pays à risque comme le Sénégal, les Sapeurs Pompiers constituent l'unique organisme qui doit faire face au sinistre..

La réponse aux catastrophes est complexe et prend du temps pour s'organiser lorsqu'elle n'est pas préparée à l'avance.

Le cas des pluies de Janvier dernier au Nord du Sénégal illustre cette affirmation. Il a fallu plus d'un mois entre la survenance de la catastrophe, la déclaration de sinistre et l'appel à l'aide nationale et internationale par les autorités, le déclenchement du plan ORSEC, la mise sur pied de comité national de gestion des sinistrés etc...avant que les populations ne reçoivent les premières aides.

L'organisation de l'aide n'a démarré qu'avec la survenance de la catastrophe, ce dans le même temps après le sinistre.

Ce nous proposons à présent est un changement dans la démarche :
Préparer bien avant la survenance du sinistre et agir dès la survenance de la catastrophe.

De la nécessité de créer un Bureau Humanitaire.

Il s'avère aujourd'hui nécessaire de mettre en place des mécanismes institutionnels afin de préparer la réponse des autorités et des organisations humanitaires en cas de catastrophes.

En cas de réponse directe comme en cas d'appel à l'aide ces mécanismes seront efficaces et rapides car les ressources humaines et techniques nécessaires seront préparées de longue date, plutôt que d'être rassemblées et mises en place dans l'immédiat.

Nous proposons la création d'un bureau humanitaire dont la mission et les attributions seront essentiellement destinées à préparer la réponse humanitaire.

Des attributions du Bureau Humanitaire.

Le rôle premier du bureau est la préparation à l'intervention humanitaire
Le deuxième rôle est celui de l'intervention proprement dite

Dans les deux cas le bureau sera responsable **d'initier et de coordonner**. Dans la préparation comme dans la phase de l'intervention, le bureau initie ou coordonne :

- **l'action** (celle des acteurs nationaux et internationaux, publics et privés),
- **la formation** dans les compétences que nécessite la réponse aux désastres,
- **la recherche** liée aux catastrophes naturelles (récolte des données, systèmes d'alerte précoce...).

Nous mettons un accent particulier sur l'implication des communautés dans les zones à risques dans la préparation et la gestion de ces risques.

La gestion des risques doit se faire suivant une approche participative avec une forte implication des populations (aux compétences renforcées) et le développement de synergies fortes avec toutes les institutions censées apporter dans la gestion ou l'adaptation à la situation générée par le sinistre.

Nous avons que le premier mécanisme déclenché lors du sinistre de janvier est un système interne aux populations : la solidarité de « voisinage » qui a été plus rapide et efficace que l'aide externe.

A partir de là nous pensons que tous les mécanismes qui seront créés par ce Bureau Humanitaire s'il était créé, devront donner une place prépondérante et un rôle

important au renforcement des capacités des populations pour faire face à de tels phénomènes.

C'est ainsi que dans le cas précis de la Zone du Nord, nous préconisons la création de mutuelles d'assurances pour couvrir les risques dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, en cas de catastrophes naturelles. Cette proposition est basée sur le fait que les pertes agricoles immenses notées lors du sinistres n'ont pas été couvertes par l'assurance incluse dans les prêts accordées à la CNCAS par les agriculteurs. Cette assurance ne couvre que les pertes en cas de maladie de l'agriculteur.

De la composition et du fonctionnement du Bureau.

Nous proposons le schéma suivant :

Le Bureau sera créé par l'Etat sénégalais et devra être rattaché à un département qui puisse permettre une souplesse de fonctionnement et une diversité d'intervenants et d'actions : la Primature par exemple.

Le Bureau devra être géré par un organe exécutif mais administré par un comité qui aura les mêmes attributions qu'un Conseil d'Administration.

Les membres de ce Conseil seront non pas des personnes mais des Institutions et des Organismes choisis en raison de leur compétence dans le domaine de l'intervention humanitaire et aussi de leur position stratégique au niveau national, qui les rend incontournable en cas de réponse humanitaire à donner (le Congad par ex.)